

**NOTE**

---

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail "Personnalité juridique"
Objet :	<b>Note de synthèse de la réunion du 18 juillet 2002</b>

---

1. Se référant à l'ordre du jour, le Président propose que la réunion se déroule en deux parties: la première sur les conséquences de l'attribution de la personnalité juridique à l'Union et la deuxième partie sur la personnalité juridique unique et la simplification des traités.

**Les conséquences de l'attribution explicite de la personnalité juridique à l'Union**

2. L'échange de vues se fait sur la base d'un avant-projet de rapport présenté par le Président (SN 3130/02).
3. Le groupe de travail a considéré que l'avant-projet de rapport reflétait fidèlement les positions généralement exprimées par les membres du groupe et qu'il pouvait constituer la base du rapport final du groupe. A cet égard, le Président a fixé au **5 septembre 2002** la date pour le dépôt par les membres du groupe d'éventuelles modifications ou ajouts à l'avant-projet de rapport (les propositions de modification pourraient notamment se référer aux parties du texte en italique). Il a été convenu que lors de la prochaine réunion du 11 septembre 2002, le Secrétariat transmettra au groupe les modifications proposées par les membres et que le Président soumettrait un projet de rapport, prenant dûment en compte ces modifications proposées.

4. L'unanimité a admis la reconnaissance explicite de la personnalité juridique de l'Union et un large consensus existe au sein de l'Union (avec une exception) en faveur d'une personnalité juridique unique de l'Union, se substituant à celle de la Communauté. Certains membres du groupe ont également défendu que la personnalité juridique de l'Union devrait également remplacer celle de l'Euratom. Le groupe a décidé de revenir ultérieurement sur cette question, qui est restée ouverte.
5. Au sujet de la procédure de négociation et conclusion d'accords internationaux, le groupe a considéré qu'il serait adéquat de prévoir une seule disposition dans le traité sur la base de l'article 300 TCE (tel que modifié par le traité de Nice), à laquelle s'ajouterait l'article 24/38 TUE (éventuellement modifié). Il a été considéré en outre que dans cette disposition unique, il pourrait être envisagé de prévoir une procédure spécifique au sujet d'accords relevant à la fois du premier et des deuxième et/ou troisième piliers ("cross-pillar mixed agreements"), selon que l'accord relève de manière prépondérante du premier ou des deuxième et/ou troisième piliers. A cet égard, un membre a émis des doutes sur l'expression "de manière prépondérante" figurant dans l'avant-projet de rapport, en particulier sur les difficultés inhérentes à sa mise en oeuvre. Dans ce contexte, certains ont marqué leur accord avec la suggestion figurant dans le document, selon laquelle la Commission pourrait être, dans tous les cas, chargée par le Conseil de le représenter (ainsi que les Etats membres) dans les négociations d'accords internationaux. D'autre part, le Président a signalé que son papier était muet sur le rôle dans ce contexte du Haut Représentant pour la PESC, notamment sur son droit d'initiative et sur la conduite des négociations d'accords internationaux, et qu'il conviendrait d'approfondir ce point.
6. Certains membres se sont manifestés contre l'idée, avancée dans le document du Président, de supprimer la phrase contenue à l'article 24 TUE, selon laquelle *"aucun accord ne lie un Etat membre dont le représentant au sein du Conseil déclare qu'il doit se conformer à ses propres règles constitutionnelles"*. Ils ont fait valoir que cette suppression impliquerait que les

parlements nationaux ne soient pas associés à la négociation et à la conclusion des accords internationaux. D'autres membres ont estimé que cette suppression serait la conséquence logique de l'attribution explicite de la personnalité juridique à l'Union: si cette dernière conclut un accord international, une procédure de vérification de la constitutionnalité ou de ratification par les parlements nationaux n'a plus lieu d'être. Ceci ne veut pas dire que les parlements nationaux ne soient pas, le cas échéant, informés par leurs gouvernements respectifs de la négociation de l'accord en question. Pour ces membres, il conviendrait désormais d'appliquer le régime prévu à l'article 300, paragraphe 7 TCE, selon lequel les accords conclus par la Communauté (désormais, l'Union) lient les institutions et les Etats membres.

7. A cet égard, la question a été posée de savoir quelle était en pratique le régime actuel en droit communautaire et s'il y avait des accords internationaux conclus par la Communauté, mais ne liant pas tous les Etats membres. Le Secrétariat a été demandé d'obtenir un avis juridique sur ce point.
8. Le groupe de travail semble avoir accepté l'idée d'un contrôle par la Cour de justice des accords conclus par l'Union dans les termes proposés dans le document du Président.
9. De même, le groupe de travail semble avoir accepté la suggestion de prévoir la consultation du Parlement européen, telle que formulée dans le document en référence. Certains ont néanmoins considéré que la procédure d'avis conforme devrait s'appliquer. Un membre a estimé qu'il n'était pas certain que le Parlement devrait être consulté du tout s'agissant d'accords relevant du domaine intergouvernemental.
10. Quant à la représentation de l'Union à l'extérieur, les conclusions présentées dans le document ont été dans l'ensemble partagées par les membres du groupe. En particulier, il a été généralement reconnu que l'Union devrait mettre en oeuvre des réformes visant à parler d'une seule voix, lors de la négociation d'accords, de sa participation à des organisations internationales et à la représentation de l'Union par le truchement de bureaux extérieurs. Il a été en outre souligné que l'Union, dans la mesure du possible, devrait être représentée par une délégation unique.

### **La personnalité juridique unique et la simplification des traités**

11. Les membres du groupe de travail se sont ensuite penchés sur le document de travail SN 3131 (WG III - WD 6) relatif aux implications de la personnalité juridique unique de l'Union sur la simplification des traités. Dans sa présentation, le Président a fait valoir que la distinction entre les deux traités principaux (le TUE et le TCE) n'aurait plus vraiment de raison d'être si l'Union et la Communauté étaient fusionnées. Le document de travail expose plusieurs options quant à la forme du produit final de la Convention, selon que l'on décide ou non de fusionner le TUE et le TCE.
12. Le groupe de travail a procédé à un premier échange de vues à ce sujet. Les membres ont fait part de leur satisfaction sur la façon de présenter les options. Une grande majorité s'est prononcée en faveur de l'option 1, b) figurant dans le document de travail, à savoir l'élaboration d'un nouveau traité en deux parties: la première partie serait composée de dispositions de nature constitutionnelle nouvelles ou provenant des traités actuelles (traité fondamental); la deuxième partie fusionnerait et consoliderait toutes les autres dispositions en vigueur du TUE et du TCE (celles qui ne sont pas reprises dans le traité fondamental). Plusieurs membres ont indiqué qu'en toute hypothèse, les traités actuels devaient être modifiés et adaptés en fonction du nouveau traité fondamental.
13. Le Président a conclu que la discussion devait se poursuivre lors de la prochaine réunion (11 septembre), et qu'à cette occasion l'on pourrait inviter un expert pour expliquer les avantages et les inconvénients des options mentionnées dans son document de travail.